

Trente minutes de sport à l'école: une greffe difficile

(), (AFP) -

Généralisé depuis la rentrée 2022, le dispositif des 30 minutes d'activité physique par jour à l'école dans le primaire semble souffrir d'une application disparate parmi les 48.000 écoles de l'Hexagone, certains syndicats continuant à s'interroger sur son bien-fondé.

"Très, très disparate, ça c'est sûr", assure à l'AFP Claire Pontais, chargée des questions de formation en éducation physique et sportive (EPS) à l'école primaire au sein du Snep-FSU (syndicat des professeurs d'EPS).

Pour l'instant, le ministère de l'Éducation nationale "travaille à la définition d'un protocole d'évaluation" de cette mesure qui concerne près de 6 millions d'élèves dans le primaire. "Donc vous n'aurez que des impressions", nuance Claire Pontais. "Aujourd'hui on a zéro chiffre, personne n'en a. Mais dans nos réunions, quand on interroge les instituteurs, on est plutôt à 20% d'application", assure-t-elle.

À moins de 500 jours des Jeux olympiques de Paris, ce dispositif a été mis en avant lundi par le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye lors du lancement de la 7e édition de la semaine olympique (3-8 avril).

- "Les enfants adorent" -

"Le sport a besoin de l'Éducation nationale et l'Éducation nationale a besoin de sport", a-t-il dit lundi au Zenith de la Villette. "Une très belle communication, très loin de la réalité", regrette Benoît Hubert, secrétaire national du Snep-FSU.

Porté par le comité d'organisation des JO et voulu par Emmanuel Macron, ce dispositif est avant tout destiné à lutter contre la sédentarité des élèves, un mal difficile à endiguer.

Une étude conduite par le cardiologue François Carré et rendue publique en février avait alerté sur la baisse dramatique de la condition physique des collégiens en France, avec une hausse de l'obésité et du diabète.

"Il faut que l'école aide, ce qu'elle fait avec les 30 minutes de sport proposées par jour en primaire", avait-il ajouté. Mais cette mesure, expérimentée pendant deux ans avant d'être généralisée à la rentrée 2022, n'a pas été bien accueillie d'emblée par certains syndicats.

"Précipitation", "absence de moyens", "+gigotage+"... Les critiques n'ont pas été nuancées en huit mois d'application.

"Il y a des endroits où cela a été mis en place pendant quelques semaines et puis ça s'est arrêté, et d'autres où ça continue cahin-caha, mais où ces séances sont faites un peu n'importe comment", résume Benoît Hubert.

Un décret pris en plein été, un mois avant la rentrée, avait détaillé les modalités: pas besoin de logistique, pas besoin de tenue pour les élèves, et au besoin des outils pédagogiques mis à disposition des enseignants. Depuis "17.000" kits selon le ministère, composés de sifflets, chasubles et ballons, ont été distribués aux écoles ayant fait la demande.

- "Pas la place" -

"Le sport est une matière que les enfants adorent. On est très favorable à cette mesure, mais on voit bien que parfois c'est difficile à mettre en place. Mais cette demi-heure est très attendue par les enfants", reconnaît Thierry Pajot, secrétaire général du Syndicat des directrices et directeurs d'école.

Parmi les difficultés, la météo. "Le sport est avant tout pratiqué en plein air, donc s'il pleut, souvent pas de séance", explique Thierry Pajot, directeur d'une école à Nice.

Mais le plus grand frein semble être lié au manque de temps alors que la pression sur l'apprentissage des mathématiques et du français est "forte", selon Thierry Pajot.

"Clairement il n'y a pas la place, avec l'importance mise sur le savoir lire, écrire et compter, ils ne savent pas où caser ces demi-heures chaque jour", abonde Claire Pontais.

Normalement, cette demi-heure ne doit pas non plus empiéter sur les trois heures d'EPS hebdomadaires, que les enseignants peinent à faire. Un rapport de la Cour des comptes estimait en 2018 que le temps réel d'EPS en primaire tombait effectivement à une heure et demie.

"Il y avait notamment cette crainte que cette demi-heure par jour remplace les cours d'EPS, et cela semble être le cas dans pas mal d'école. On estime qu'on est tombé à une heure par semaine", s'inquiète Benoît Hubert.





PAYS :France
SURFACE :106 %
PERIODICITE :Quotidien



► 5 avril 2023 - Edition Fil Gen

"Le gouvernement a beau communiquer sur le +bouger 30 minutes par jour+, (...)dans la réalité, la situation ne s'est jamais autant dégradée", regrettent le Snep-FSU et le SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire, dans un communiqué commun.

Afp le 05 avr. 23 à 15 14.

